

Bouffée d'Air

Le bulletin de l'association
Environnement et Développement Alternatif



Mireille Havez
Vice-Présidente



« Extra-quoi ? »

n°141
deuxième
trimestre 2016

EDITO

Le terme « extractivisme » commence à émerger dans l'actualité et les médias, mais en fait c'est un peu comme la prose de M. Jourdain, il se pratique depuis longtemps sans forcément qu'on le sache, du moins pour nous citoyens, car les extractivistes, c'est à dire les multinationales qui exploitent dans une quête sans fin les ressources naturelles, ne manquent pas d'expérience sur le sujet !

Charbon, pétrole, bois, gaz, minerais, sable, uranium,... mais aussi monocultures, élevages-usines... : l'exploitation industrielle de la nature s'intensifie, guidée par la croyance en la nécessaire croissance économique. L'extractivisme est ainsi basé sur la surexploitation et l'excès pour répondre à la course à la sur-consommation.

L'extractivisme transforme ainsi de vastes terres en gruyères géants qui deviennent des territoires sacrifiés, au détriment de l'environnement avec les conséquences que l'on constate : épuisement des ressources naturelles, érosion des sols, déforestation, limitation de la biodiversité,....

Il induit aussi le déploiement de techniques d'exploitation comme la fracturation hydraulique, l'agriculture industrielle,..., dont les conséquences irréversibles sur l'environnement et la pollution des sols et de l'eau commencent à être démontrées.

L'extractivisme c'est aussi le non-respect des populations locales et des peuples autochtones : destruction de l'habitat, spoliation des ressources, pollution de l'eau,... autant de conséquences qui les obligent à fuir (le dernier Bouffée d' Air traitait d'ailleurs de la question des droits des peuples autochtones).

Ne serait-ce pas finalement la résurgence d'une nouvelle forme de colonialisme ?

**Il n'est pas dans l'état d'esprit d'EDA de rester pessimiste.
Alors, quelles alternatives ??**

Des initiatives citoyennes s'organisent comme les tribunaux internationaux des droits de la nature qui ont pour but de témoigner publiquement de la destruction des conditions de vie sur terre et de proposer de nouveaux instruments juridiques.

Des mouvements qui sont à l'antithèse des logiques extractivistes émergent comme le zéro déchet, les « incroyables comestibles », l'économie circulaire, le recyclage, la sobriété, ... autant de petites touches contribuant à la prise de conscience d'acteurs divers... autant de poches de résistance à l'absurdité d'une croissance infinie dans un monde fini.

Nous ne renonçons pas à l'idée qu'un jour l'intérêt des citoyens prévaudra sur celui des multinationales par la convergence de multiples résistances collectives au niveau local.

Et que nous serons capables d'inventer et de mettre en œuvre d'autres modèles pour
« habiter la Terre »

Delphine

p 3 : L'actualité en témoigne !

p 3 : Quelques approches pour une définition

p 4 : Des ressources fossiles en voie d'épuisement

p 6 : De lourdes conséquences humaines et environnementales

p 7 : La transition énergétique nous contraint-elle à l'extractivisme ?

p 8 : Rencontre avec le collectif Houille Ouille Ouille !

p 9 : Peut-on sortir de l'extractivisme ?

p 10 : Sacré village! Ungersheim en transition



Explosion dans les Appalaches

L'incendie qui a ravagé depuis mai Fort Mc Murray dans la région d'Alberta au Canada est directement lié à l'exploitation des sables bitumeux (pétrole) : cent mille personnes ont fui, une partie de la ville est détruite.

- En janvier dernier, le gouvernement de l'Équateur a cédé à une entreprise chinoise des terres ancestrales du peuple Kichwa de Sarayaku pour exploiter plus de 3 millions d'hectares de forêt amazonienne sur les 8 que compte le pays.

- La Fondation France Libertés et l'Observatoire des multinationales ont publié le 30 mai dernier un rapport intitulé "*Droit à l'eau et industries extractives : la responsabilité des multinationales*".

Quelques approches pour une définition

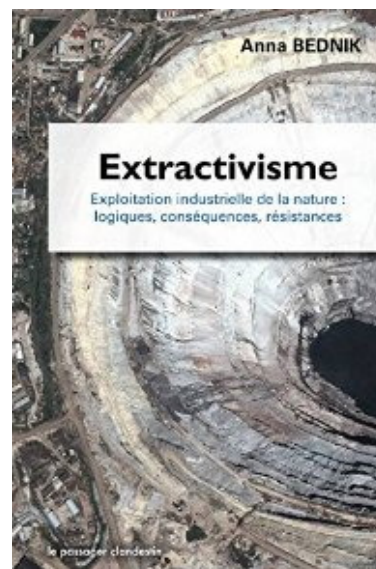
Sans être encore passé dans le langage courant, le mot « extractivisme » est de plus en plus utilisé dans différents ouvrages et média, à propos de sujets touchant à l'écologie ou au développement.

Il ne figure pas encore au dictionnaire. Alors pour en cerner le(s) sens, citons quelques emplois possibles.

On le trouve d'abord en Amérique latine, et notamment en Amazonie brésilienne, où l'extractivisme, du portugais *extractivismo*, désigne un mode d'exploitation des ressources comme le caoutchouc, les plantes médicinales, les fruits ... , basé sur la récolte massive à des fins commerciales, en particulier pour l'exportation, sans souci de laisser à la plante la possibilité de se régénérer, et de permettre par là-même de nouvelles récoltes. En Amérique hispanophone, le sens du mot est différent : il se rapporte initialement aux activités d'extraction de ressources du sous-sol, minerais et hydrocarbures, ressources fossiles donc, irremplaçables à l'échelle de la vie humaine et même de la vie des sociétés, puisque formées au cours des temps géologiques.

Actuellement les deux aspects tendent à se rejoindre : certains définissent l'extractivisme comme « la recherche sous la terre des

éléments essentiels à notre confort moderne » (l'Ecologiste n° 46), alors que pour d'autres, le mot désigne plus largement toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles à l'échelle industrielle, et l'accélération de ce phénomène. C'est ainsi que le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) définit l'extractivisme comme « **un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, humaines et financières, guidé par la croyance en une nécessaire croissance économique** ». Les éléments essentiels sont là : tous les types de ressources sont visés, l'exploitation a un caractère massif et croissant, et cette pratique s'appuie sur le dogme de la croissance.



Commençons par citer quelques substances, rassemblées en divers endroits de la Terre au cours des temps géologiques, que les êtres humains ont toujours utilisées pour fabriquer les objets qu'ils imaginaient pour satisfaire leurs besoins, et dont le rythme de prélèvement s'est accéléré durant les deux derniers siècles. Nous nommerons également leurs principaux usages.

les hydrocarbures

Charbon, pétrole, gaz, ils ont fourni la base énergétique de l'essor industriel depuis le 19^{ème} siècle. Les stocks sont par nature limités, et diminuent inexorablement : pour chacun le « pic » de production est proche ou déjà atteint. Les gisements les plus faciles à exploiter l'ont été, et les industriels de l'extraction se tournent maintenant vers les hydrocarbures dits « non conventionnels » : gaz et huiles de schiste, de houille, de couche, etc ..., avec des conséquences sociales et environnementales graves et souvent irréversibles. Néanmoins, ils continuent d'être massivement brûlés pour produire de l'énergie, rejetant dans l'atmosphère le dioxyde de carbone qui contribue fortement à l'effet de serre : les engagements de la COP 21 auront bien du mal à être tenus !

les métaux

Pour les métaux utilisés en quantités importantes, de longue date comme le cuivre et le fer, ou plus récemment, comme l'aluminium, la situation est caractérisée par le fait que les gisements les plus riches ont été exploités en premier, et maintenant la teneur en métal du minerai diminue rapidement : par exemple pour le cuivre au Chili, la teneur en cuivre n'est plus que de 0,5%, contre 10% dans les premières années d'exploitation. En conséquence, il faut remuer beaucoup plus de terre et dépenser beaucoup plus d'énergie pour en extraire la quantité voulue de métal utilisable. Pour donner un ordre de grandeur : une voiture ordinaire contient environ 50 kg de cuivre, une voiture électrique deux à trois fois plus, une éolienne de 1,5 tonne à 4 tonnes selon le modèle. Or pour obtenir 50 kg de cuivre il faut remuer environ une tonne de roches. Pour répondre à la demande mondiale, ça fait quelques tombereaux à charrier chaque année, même en tenant compte des métaux issus du recyclage !

En ce qui concerne les métaux dits « petits », ou « rares », leur utilisation ne date que d'une trentaine d'années et met en jeu de plus petites quantités. Leurs minerais se trouvent en très petites quantités et mélangés à d'autres métaux : leur extraction nécessite là encore de retirer du sol beaucoup de terres, et consomme beaucoup d'énergie et de solvants chimiques. Mais avec le développement des nouvelles technologies, leur production est devenue cruciale et les quantités nécessaires explosent. Les LED, par exemple, qui permettent de sérieuses économies d'électricité pour l'éclairage, contiennent du gallium et de l'indium. Également dans le domaine électrique, le lithium entre dans la constitution des batteries les plus performantes, que ce soit pour les voitures électriques ou pour le stockage d'électricité intermittente, issue d'éolienne ou de panneaux solaires.

(.../...)

Europium, terbium et yttrium sont indispensables au rendu des couleurs sur tous les écrans plats, téléviseurs et autres smartphones. Grâce à leurs propriétés magnétiques, néodyme, praséodyme et dysprosium permettent de fabriquer des aimants permanents très puissants et/ou très miniaturisés, que l'on introduit dans les téléphones portables, les lecteurs mp3 ... et aussi dans les éoliennes, et là pas de miniature : jusqu'à 600kg de néodyme pour une éolienne de 3,5 mégawatts ! Inutile de poursuivre l'énumération : toute la technologie informatique, et d'importants équipements destinés à économiser l'énergie fossile utilisent des métaux et terres rares.

Leur exploitation est en croissance, leurs réserves s'épuisent, leur possession est devenue stratégique.

Parmi les métaux, l'uranium mérite une mention spéciale. Ce métal radioactif est consommé lors de la production d'électricité, et à ce titre doit être classé parmi les matériaux fossiles, donc épuisables. Ce n'est pas toujours souligné, particulièrement en France où 75% de l'électricité est d'origine nucléaire. De plus, l'industrie électro-nucléaire utilise de nombreux autres métaux, plus ou moins rares.

Mine en Virginie occidentale



le sable

De rivière, de mer, de carrières, le sable est un élément tellement visible dans nos paysages, utilisé par les hommes depuis tant de millénaires, que la prise de conscience de son épuisement est récente. Et pourtant sables et graviers représentent les plus grands volumes de matériaux solides extraits au niveau mondial. Ils sont principalement utilisés dans le secteur de la construction, ainsi que dans des industries telles que le verre, l'électronique et l'aéronautique (pour le silicium). Ils sont désormais extraits à un

rythme plus élevé que leur renouvellement. Quelques nombres, à titre d'exemples : 30000 tonnes par km d'autoroute, 200 tonnes pour une maison moyenne, 12 millions de tonnes pour une centrale nucléaire, 11 milliards de mètres-cubes pour les îles artificielles de Dubaï, commencées en 2003, abandonnées en 2009 pour des raisons financières, et qui depuis dérivent et s'enfoncent dans la mer ...



Extraction de sable

Le pillage s'étend à toute la planète, mais touche particulièrement les pays pauvres et émergents, où les ressources sont encore abondantes, alors que dans les pays d'industrie ancienne les filons les plus faciles et donc les moins chers à exploiter l'ont déjà été. C'est aussi bien sûr parce que la réglementation y est beaucoup moins stricte, que ce soit pour l'environnement ou les conditions de travail : enfants travaillant dans les mines, accidents, faibles salaires... Dans le même temps, un apport brutal de revenus entraîne un risque de déstabilisation des rapports sociaux et de violences, auxquelles peuvent s'ajouter les conflits que suscite la course au contrôle des ressources : pétrole au Moyen-Orient, coltan en république Démocratique du Congo, lithium au Tibet, par exemple. Même sans être victimes de guerre, les pays dont l'économie est essentiellement basée sur l'exploitation de leurs ressources pour l'exportation sont extrêmement fragiles : ils dépendent des cours du marché, y compris pour leur protection sociale, comme le Brésil ou le Venezuela, qui ont fait le choix d'y affecter les ressources du pétrole. À terme ils sont privés de tout lorsque leurs ressources sont épuisées. L'inverse d'un développement durable ! Les pays riches ne sont pas à l'abri : aux États-Unis, les fermiers pauvres sont l'objet d'intimidations et de pressions financières de la part des grandes compagnies qui guignent les gaz de schiste.

Côté environnement, les dégâts ne sont pas moins graves. Les pollutions des sols, des mers et des côtes par fuite ou rejet d'hydrocarbures sont plus ou moins connues par les épisodes accidentels, moins pour leur caractère chronique à proximité des lieux

d'exploitation. De même des boues métalliques, de fer ou de bauxite notamment, intoxiquent des territoires. L'exploitation et le traitement des minerais consomment de grandes quantités d'eau et rejettent des eaux polluées. De même pour la fracturation hydraulique nécessaire à l'exploitation des gaz de schiste : le succès du film Gasland a contribué à faire connaître cet aspect du « miracle énergétique ». Des paysages entiers sont dévastés, comme dans les Appalaches, aux États Unis, où les mines de charbon ont été remplacées par l'exploitation à ciel ouvert, selon la technique dite MTR, c'est-à-dire mountaintop removal, qui consiste à faire sauter à la dynamite le sommet des montagnes. Des forêts sont détruites, des territoires risquent de disparaître, comme le salar de Uyuni en Bolivie, le plus vaste désert de sel du monde, qui recèle un tiers des réserves mondiales exploitables de lithium. Les lits des rivières, les fonds marins, les côtes, sont bouleversés par l'extraction de sable. De même, les sols et sous-sols sont déstabilisés par le creusement des mines. Il va sans dire que toutes ces atteintes brutales ont un impact sur la biodiversité.



Exploitation à ciel ouvert dans Les Appalaches

La transition énergétique nous contraint-elle à l'extractivisme ?

La volonté proclamée de limiter les changements climatiques a conduit la majorité des gouvernements du monde à annoncer la mise en œuvre d'une « transition énergétique », fondée sur la réduction de l'utilisation d'hydrocarbures, et le recours aux énergies dites « renouvelables », essentiellement solaire, éolienne et biomasse, couplé à « l'intelligence » permise par les nouvelles technologies de communication. Or, nous venons d'en donner quelques exemples, les éoliennes, le solaire photovoltaïque, les

véhicules électriques et les équipements informatiques sont de gros consommateurs de métaux plus ou moins rares. Une utilisation croissante des énergies renouvelables nous entraînerait donc à extraire de plus en plus de ces matériaux, avec les conséquences néfastes que nous avons évoquées, et à terme la disparition de ressources tout aussi fossiles que le charbon et le pétrole. Ce paradoxe illustre l'absurdité à vouloir rechercher dans le seul progrès technique la solution aux problèmes engendrés par ce même « progrès », sans remettre en cause la logique « extraire-fabriquer-consommer-jeter, toujours plus ».

« Tambogrande vale más que oro ! »

Tambogrande vaut plus que de l'or !

Tambogrande est une petite ville du Pérou qui a refusé dans les années 2000 l'installation d'une mine d'or sur son territoire : cette phrase était l'un de ses slogans. Située dans la vallée de San Lorenzo, au milieu une zone désertique, elle vit de la culture de mangues et de citrons, rendue possible par l'irrigation patiemment entretenue par les paysans. En 2000 la population apprend par une prétendue « enquête publique » que 4 ans plus tôt le gouvernement péruvien a autorisé la compagnie canadienne Manhattan Minerals Corporation à créer sur leur commune une mine à ciel ouvert d'un kilomètre de large, pour exploiter un gisement d'or et de cuivre. Le projet prévoit le déplacement de 8000 personnes et le détournement de la rivière, et le rejet de déchets toxiques : la mort de la vie agricole, la mort de leur ville ! Les habitants se mobilisent, diffusent les informations, organisent rassemblements, pétitions, et même une consultation populaire à l'initiative de la municipalité, qui rejette massivement (98,6%) la mine. Ils reçoivent de nombreux soutiens, notamment de l'église catholique et d'ONG internationales. Les actions de la compagnie chutent de 28% à la bourse, et un an plus tard le gouvernement arrête le projet. Les luttes ne sont pas toujours ainsi suivies

de succès, mais en beaucoup d'endroits les projets extractivistes suscitent la mobilisation de personnes qui défendent leur territoire et leurs conditions de vie. Par exemple l'opposition aux gaz et pétroles de schiste, d'abord aux États-Unis et au Canada, et maintenant en Europe. Moins connue, l'incessante lutte des « gens des mangroves » en Équateur pour tenter de reconstituer leur habitat et leur gagne-pain, détruits par les piscines d'élevage de crevettes, dont les bénéfices ne reviennent qu'aux investisseurs. Ou encore les pêcheurs et petits paysans du Bengale-Occidental, qui sont parvenus, entre 2006 et 2011 à faire annuler les projets d'un méga-complexe pétrochimique et d'une centrale nucléaire de 10000 MW. En Chine aussi, les protestations contre les grands projets polluants se multiplient, malgré les répressions particulièrement violentes. La répression n'est hélas pas rare lors de ces luttes : selon l'ONG Global Witness, au moins deux « défenseurs de la terre et de l'environnement » sont tués chaque semaine dans le monde.

(.../...)

« Tambogrande vale más que oro ! » Tambogrande vaut plus que de l'or !

(.../...)

Même quand ils ne prennent pas un tour aussi dramatique, les mouvements se heurtent toujours à l'incommensurable écart de moyens entre eux-mêmes et les firmes internationales qui portent les projets destructeurs, bien souvent largement pourvues d'alliés politiques, voire mafieux et criminels. Ces mouvements doivent aussi

dépasser la résignation et le fatalisme. Cela nécessite un travail individuel et collectif de ré-appropriation de sa vie. Cependant, face aux projets extractivistes qui se multiplient encore, la création de collectifs et de réseaux entre les différentes résistances à travers le monde s'amplifie : une raison de rester actifs et de ne pas désespérer !

Rencontre avec le Collectif Houille Ouille Ouille



La région Nord Pas de Calais n'échappe pas aux pratiques extractivistes. Après 150 ans d'exploitation du charbon, la fermeture des mines s'est accompagnée de la mise en place d'installations pour capter le « gaz de mine », le fameux et dangereux grisou. C'est indispensable à la sécurité des anciens sites d'exploitation et des populations qui y habitent. Bien entendu, une fois capté, il est logique et judicieux d'utiliser comme source d'énergie ce gaz combustible. Mais une autre « logique » conduit certains à vouloir aller plus loin ...

Pour en parler, nous avons rencontré Christine POILLY, du Collectif Houille Ouille Ouille.

Bouffée d'Air : au-delà du jeu de mots, comment est né le Collectif Houille Ouille Ouille 59-62 ?

Christine Poilly : Lors d'un forum des Grands Projets Inutiles Imposés, en 2010 à Notre-Dame des Landes, nous avons rencontré des membres de collectifs qui luttait contre la fracturation hydraulique, qui n'était pas encore interdite à l'époque. Ils avaient recensé tous les permis d'exploration, et nous ont informés de l'existence d'un projet en Nord Pas de Calais. Nous ne le connaissions pas, alors avec des copains, nous avons cherché. Un groupe dans la région exerçait déjà une veille sur le sujet, nous nous en sommes rapprochés, et une coopération s'est peu à peu nouée. Il y avait alors pas mal d'information sur les gaz de schiste, mais rien sur les gaz de couche.

C'est quoi les « gaz de couche » ?

Ce sont des gaz combustibles « non conventionnels », prisonniers dans des couches de charbon non exploitées. Pour les recueillir il faut effectuer des forages verticaux et horizontaux multidirectionnels. Nous ne sommes évidemment pas opposés à la valorisation des gaz de mine, mais pour les gaz de couche nous estimons que leur

recherche, puis leur exploitation ne sont pas acceptables.

Quels sont pour vous les principaux risques liés à ce projet ?

Le principal risque est celui des mouvements de terrains. L'ancien bassin minier, avec ses 100 000 km de galeries jusqu'à une profondeur de 1000 mètres, est déjà une zone qui bouge. De nouveaux forages, à 1500 mètres de profondeur, ne pourraient qu'augmenter cette fragilité qui a déjà des conséquences sur les bâtiments, sur l'écoulement des eaux, dans une zone très peuplée. Aux forages s'ajouteraient, en cas d'exploitation industrielle, des vibrations dues aux différences de pression qu'entraîne le procédé.

Deuxième inquiétude : les forages traverseraient la nappe phréatique, et il est impossible de garantir leur étanchéité. Outre d'éventuelles fuites de produits utilisés pour l'exploitation, on ne peut écarter le risque, si les charbons sont envoyés, de remontées de métaux lourds et autres substances toxiques, voire même radioactives. Or actuellement on ne sait pas si les charbons sont mouillés ou non, il y a débat entre experts sur le sujet.

(.../...)

Quels sont vos objectifs ?

D'abord comprendre ce qui se prépare, et alerter les habitants des secteurs concernés, Divion, Avion, Crespin et Bouvignies-Boyeffe. Et organiser collectivement des actions.

Et qu'avez-vous compris ?

Nous avons l'impression de nous battre contre un projet avant tout financier. A la suite de diverses péripéties, achats, reventes, contrat de fermage (je passe les détails), Gazonor, la société issue des Houillères qui exploite le gaz de mine, se retrouve liée à La Française de l'Énergie, où l'on trouve d'autres sociétés qui, comme Gazonor, détiennent des permis d'exploration pour les gaz de couche, en Lorraine et dans le Bassin Parisien notamment. Or La Française de l'Énergie vient d'obtenir sa cotation en Bourse, en présentant son projet d'une façon mensongère à nos yeux, puisqu'elle organise la confusion entre gaz de mine et gaz de couche, et passe sous silence les nouvelles fracturations nécessaires. Car l'exploration menée en Lorraine a montré que sans fracturer on ne peut obtenir un débit suffisant. Donc, soit ils sont sûrs que la loi va changer, ce qui leur permettrait de fracturer pour exploiter, soit le passage en Bourse n'est

qu'une opération financière autour d'un projet qui n'ira pas jusqu'à la mise en œuvre industrielle.

Quel accueil avez-vous rencontré parmi les habitants ?

Nous avons tenté de créer des collectifs locaux. A Divion ça a marché, et nous avons organisé une manifestation. À Avion c'est beaucoup plus difficile, la municipalité est favorable au projet, avec les arguments classiques, l'emploi et les redevances bénéficiant à la collectivité.

Vous cherchez avant tout à créer des mobilisations citoyennes et associatives : avez-vous des soutiens ? des alliés ?

Nous sommes en lien avec les collectifs lorrains, et les collectifs contre les gaz de schiste

Comment voyez-vous la suite ?

Nous poursuivons les actions d'information et d'alerte. Nous ne nous interdisons pas les recours en justice, mais c'est difficile et il faut récolter beaucoup d'argent. Et dans le cadre du mouvement mondial Breakfree, nous préparons avec les collectifs lorrains un camp du 19 au 21 août 2016, à Volmerange-lès-Boulay, en Lorraine.

Peut-on sortir de l'extractivisme ?

Face à l'accélération du phénomène, le premier, et nécessaire, mouvement est de tenter d'en limiter les méfaits, en soutenant toutes les résistances qui s'y opposent, localement et en réseaux.

Mais en sortir ? Y a-t-il des pistes, des alternatives ? On peut penser à toutes les initiatives plus ou moins avancées, comme le recyclage, l'économie dite « circulaire », et dans la foulée à l'écoconception des produits, qui rendrait plus facile la récupération des constituants, puisqu'on l'aurait intégrée dès l'invention de l'objet. Un pas de plus serait de prendre des mesures pour mettre fin à l'obsolescence programmée, qui nous oblige à jeter des objets à peine utilisés parce que l'un

de leurs composants ne fonctionne plus, et que l'ensemble a été conçu pour être irréparable. C'est le bon sens, mais comment faire ? quelles mesures prendre, comment encourager les tentatives de législations qui vont dans ce sens ? Car là, on se heurte au fondement du système économique actuel, au dogme de la croissance.

L'extractivisme n'est pas une nouvelle orientation de la société techno-industrielle, ce n'est que l'avatar récent d'une logique que nous connaissons et dénonçons depuis longtemps : celle du « toujours plus ».

(.../...)

(.../...)

Certes il est positif de limiter les gâchis de matières premières, mais il est infiniment peu probable, pour ne pas dire illusoire, que la multiplication de ces pratiques, indispensables et cependant partielles, conduise spontanément à arrêter la marche de la croissance ininterrompue, dont l'extractivisme est le soubassement matériel. Cette fuite en avant résulte de la soumission à l'exigence de profits toujours renouvelés pour quelques uns, au détriment de la planète et de l'immense majorité des êtres humains. Et de la soumission à l'encerclement par les idées qui légitiment cette exigence. Remettre l'économie à sa place nécessite que nous, l'immense majorité des êtres humains, sortions de notre longue accoutumance, en résistant au formatage intellectuel, émotionnel, comportemental, culturel, que nous instillent la pub, les média,

SACRÉ VILLAGE ! Ungersheim en transition

« Une petite commune alsacienne montre qu'un autre monde est possible ici et maintenant.

Ungersheim est considérée comme un modèle de la transition écologique vers l'après-pétrole. Avec « 21 actions pour le 21e siècle » menées par la municipalité, les habitants ont développé des actions collectives et individuelles pour vivre autrement. »

Un documentaire de Marie-Monique Robin, réalisatrice



l'éducation, la pression sociale. Certains parlent de « décoloniser notre imaginaire ». D'autres nous exhortent à nous « indigner »...

Ne nous laissons pas décourager, car la tâche est immense, et complexe, et jamais terminée. A chaque étape et en chaque lieu, cherchons à comprendre, créons le débat, ne craignons pas le conflit lorsqu'il s'agit de faire prévaloir l'intérêt commun. Avec en permanence le souci de la cohérence, pour faire converger nos actions dans leur diversité.

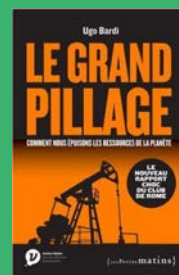
Quelques mots encore, à l'adresse de ceux qui seraient tentés par le désespoir : nous sommes quand même l'immense majorité des être humains. **INVENTONS !**

Pour aller plus loin (certains de ces ouvrages sont en prêt au centre de documentation de la MRES)

« Extractivisme. Voyage au cœur de la planète marchandise. », Anna BEDNIK, éditions Le passager clandestin. 2015.

« Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances » Anna BEDNIK, Le passager clandestin. 2016.

« Le grand pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète », Ugo BARDI, Les petits matins. 2015.



« Quel futur pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société » Philippe BIHOUIX et Benoît de GUILLEBON, EDP Sciences. 2010.

BONNES VACANCES !!

AGENDA